

Des écoles plus sûres, un droit pour toutes les filles

Articles

Le 21 avril 2008 | | 3 messages

En mars, Amnesty international a lancé une campagne : « Des écoles plus sûres, un droit pour toutes les filles ». L'éducation est, en théorie, un droit fondamental pour toutes et tous. On sait pourtant qu'en réalité, ce n'est pas le cas. Beaucoup d'enfants et de jeunes gens ne peuvent pas aller à l'école. Et les filles sont plus touchées que les garçons. Or, l'éducation est un domaine où les autorités publiques et l'administration ont un rôle important à jouer. Ainsi la directrice générale d'Amnesty international, Widney Brown a déclaré que : « Les gouvernements manquent à leurs obligations les plus essentielles envers les fillettes et les jeunes filles. Leur incapacité à combattre la violence contre les filles à l'école est inacceptable. Pourtant, comme le souligne Widney Brown : « Presque tous les gouvernements affirment leur révolte devant les violences visant les femmes et les filles. L'école est un lieu placé sous la responsabilité directe des autorités, où celles-ci peuvent commencer à traduire ces paroles en actions concrètes.

C'est pour pousser les gouvernements à agir qu'Amnesty International lance sa campagne. Amnesty donne quelques chiffres qui montrent la gravité des violences faites aux jeunes filles qui vont à l'école.

Aux Etats-Unis d'Amérique, une enquête a été menée dans les écoles publiques, auprès de collégiennes âgées de douze à seize ans. 83% de ces collégiennes ont été victimes de harcèlement sexuel ou d'autres formes de violences. Au Malawi, pays d'Afrique, d'après une enquête de 2006, une élève sur 2 a subi des attouchements d'un « camarade de classe » ou d'un professeur. D'après une autre étude, au Zimbabwe, 9 filles sur 10 affirment que des hommes adultes leur font des avances sur le chemin de l'école. Le harcèlement sexuel est aussi très courant en Amérique latine : en République dominicaine, au Honduras, au Guatemala, au Mexique, au Nicaragua, au Panama. Et il n'y a pas que la violence sexuelle.

Dans des régions en guerre ou en conflit, là aussi, les filles sont les plus menacées. Par exemple, en Afghanistan, des écoles sont brûlées et particulièrement les écoles réservées aux jeunes filles. Pendant les 6 premiers mois de 2006, il y a eu au moins 172 attaques violentes contre des écoles.

Les jeunes filles de minorités ethniques ont encore plus de difficultés que les autres pour aller à l'école dans beaucoup de pays du monde et même en Europe. Ainsi, les jeunes filles roms, tziganes. Elles sont victimes de discriminations sociales, de la pauvreté et des traditions familiales. Difficile dès lors de suivre une scolarité minimum.

Or l'école est un lieu essentiel d'éducation, un lieu d'émancipation. Elle est aussi un lieu qui

joue aussi un rôle fondamental dans la santé. On estime que si tous les enfants du monde pouvaient réellement aller à l'école primaire, il y aurait 700000 cas d'infection par le sida en moins.

Pour rappeler aux gouvernements qu'ils sont responsables de l'école, que l'école doit être un endroit sûr pour les jeunes filles, un endroit respectueux où il ne peut y avoir de discriminations, Amnesty lance donc un appel mondial et une pétition à l'adresse du Secrétaire général des Nations Unies.

[Plus d'informations sur le site d'Amnesty](#)
[Pour signer la pétition en ligne](#)